

Regards sur la revue « Savoir/Agir »

Jean-Luc Metzger[©]

RT 30

Il n'est pas facile de rendre compte d'une revue dont les différentes rubriques, les différents numéros ne permettent en général pas de dégager un fil conducteur et encore moins une accumulation de connaissances. Pourtant, il est important de souligner les apports de la revue *Savoir/agir*, présentée par ses principaux responsables – Frédéric Lebaron, Louis Weber, Claude Poliak, Manuel Schotté, Laurent Willemez – comme la « revue trimestrielle de l'association Savoir/agir », association dont on pourra consulter les statuts, les ambitions, la composition sur le site : <http://www.savoir-agir.org/spip.php?article27>

Si cette revue nous paraît importante, c'est à la fois pour la diversité et la complémentarité des thèmes qu'elle aborde, mais aussi pour son intention de concilier rigueur de l'exposé et volonté d'agir « contre l'hégémonie de la pensée néolibérale » et pour « rétablir les droits de la critique ». Dans cet objectif, elle rend accessibles de nombreuses études récentes sur le champ du travail, de l'économie, de la sociologie politique, tout en publiant des articles réflexifs d'acteurs des scènes militantes (syndicale, altermondialiste, partis politiques) et du champ académique lui-même. Ce faisant, elle offre au lecteur curieux la possibilité de retrouver l'unité du social en dépassant l'effet de fragmentation issue de l'hyperspécialisation des disciplines et des objets de recherche.

Sans prétendre ici à l'exhaustivité, on peut classer l'ensemble des articles en quatre grands axes qui se complètent et participent du même objectif : à partir d'une présentation claire des résultats des recherches en sciences sociales, aider les citoyens à maîtriser leur présent, à se déprendre de l'influence de la pensée unique véhiculée par les canaux médiatiques et les courants dominants, et contribuer à l'émancipation du plus grand nombre, sans pour autant proposer, de façon dogmatique ou fallacieuse, des solutions clés-en-mai.

■ Le premier axe concerne la mise en œuvre des décisions de politique macro-économique, qu'elles soient prises par les gouvernements des États ou par ceux des multinationales (par exemple, le dossier du numéro 13, « Crise, la fausse sortie » ou celui du numéro 23, « Europe : la dictature de l'austérité » et, plus généralement, les articles écrits ou coécrits par Frédéric Lebaron¹). Dans cette perspective, plusieurs dossiers et entretiens étudient minutieusement les conséquences, cumulées sur des décennies, de ces décisions sur les différentes dimensions de la vie sociale : le travail,

¹ F. Lebaron, « Les indicateurs sociaux et le débat public après le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi », numéro 21 ; N. Brusadelli et F. Lebaron, « Les indicateurs de performance universitaire », numéro 22 ; F. Lebaron, « Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, suite... et fin ? », numéro 23.

bien sûr dans les entreprises marchandes (voir le dossier du numéro 21, « Travail et dépossession »), mais aussi dans les services publics (voir, l'entretien du Professeur André Grimaldi dans le numéro 25), sans oublier les transformations concernant les modes d'habitat et l'urbanisme (voir le dossier du numéro 24, « Politiques du logement »), la scolarité, l'éducation, la santé des populations. Le numéro 25 contient dans ce sens la présentation du livre de deux auteurs américains, David Stucker et Sanajay Basu, *The Body Economic. Why Austerity Kills* (2013), consacré à l'examen statistique des effets des politiques d'austérité menées en Europe, notamment en termes de hausse des taux de suicide et de dégradation de la santé des habitants.

L'un des intérêts de cet axe est aussi de pointer les effets électoraux des conséquences économiques - accroissement des inégalités, précarisation, sentiment d'insécurité et pertes de perspectives -. *Savoir/agir* nous rappelle ainsi que l'on ne peut dissocier sociologie du travail, science économique et sociologie politique : les résultats des trois champs doivent être appréciés conjointement. Par exemple, si dans toute l'Europe et par vagues successives depuis le milieu des années 1980, l'on assiste à la montée des « partis populistes » - comme disent les commentateurs médiatiques - cela ne peut s'expliquer par la seule étude des partis d'extrême droite eux-mêmes, mais en prenant en compte les changements incessants qui traversent le monde du travail et la collusion entre élites politiques et entrepreneuriales accompagnant la financiarisation des économies. Dans ce sens, le dossier du numéro 25 (septembre 2013) consacré aux « enjeux des élections municipales », montre, d'une part, que s'est constituée, au niveau municipal, une élite d'élus et de cadres territoriaux, essentiellement des hommes appartenant aux CPS supérieures, partageant les mêmes conceptions de l'action publique, le tout « confisquant le pouvoir et le débat démocratique »¹. Le dossier montre également que les pratiques réputées redonner aux citoyens le goût de la politique - ce que l'on appelle un peu vite la démocratie participative – « ne remettent jamais en cause – ou ne redistribuent pas – le pouvoir des élus locaux pour faire émerger des modes décisionnels plus horizontaux et moins oligarchiques. (...) L'action publique n'est pas significativement démocratisée par la participation »².

■ Par ailleurs, il s'agit également d'éclairer les raisons pour lesquelles l'idéologie néolibérale a triomphé, dans les différents pays d'Europe et d'Amérique en analysant les modalités concrètes par lesquelles les élites politiques porteuses de ce projet global ont pris le pouvoir et les élites autrefois opposées s'y sont progressivement ou brutalement converties (par exemple, voir la chronique de Gérard Mauger intitulée « La rhétorique réactionnaire » que l'on retrouve au fil des numéros).

¹ Michel Koebel, « Les hiérarchies du pouvoir local. » De son côté, Rémy Le Saout, souligne que : « à côté du maire entrepreneur se développe la figure du cadre territorial manager (...) [maîtrisant] les nouveaux savoirs professionnels basés sur le management public (...) [et introduisant] de nouveaux modes de gestion basés sur la rationalisation budgétaire » (« Les rapports de pouvoir entre les élus et l'élite administrative locale dans les municipalités urbaines », *Savoir/Agir*, n°25, septembre 2013).

² Julien Talpin, « La démocratie participative marginalisée par le pouvoir local », *Savoir/Agir*, n°25, septembre 2013,

■ Un autre aspect est bien documenté, c'est celui qui concerne les difficultés, les contradictions, l'impossibilité des partis de gauche à élaborer un projet de société alternatif - au néolibéralisme - en se plaçant d'emblée à une échelle internationale, au moins européenne. Ici, les analyses des chercheurs français et étrangers - notamment, Keith Dixon à propos du parti travailliste britannique - sont complétées par les témoignages d'acteurs d'organisations syndicales ou politiques. Parfois, les interviews sont d'autant plus édifiants qu'ils donnent à voir les raisonnements dans lesquels se débattent ceux qui entendent construire les alternatives politiques de l'extrême gauche : apparaît ainsi la coupure entre la société dans son ensemble et le microcosme militant - particulièrement préoccupé des stratégies internes de composition/recomposition de territoire, rappelant la regrettable propension des groupuscules d'extrême gauche à se déchirer dans les années 1970 (avec les effets dramatiques que nous connaissons en termes de victoire de l'idéologie néolibérale).

■ Enfin, un quatrième axe comprend des articles réflexifs sur le champ de la recherche elle-même, à visée somme toute réflexive. On savourera l'article ironique et atterré de Louis Pinto, « Y a-t-il quelque chose à comprendre ? » (numéro 25, septembre 2013) dans lequel l'auteur, avec une grande érudition, s'interroge sur les raisons qui font qu'un public, pourtant lettré, fasse un accueil si enthousiaste à des « énoncés énigmatiques composés d'aphorismes ou de métaphores, traces présumées d'une pensée profonde, inclassable, irréductible aux normes de l'intelligibilité ordinaire ». Certes, on peut souligner le rôle des « intermédiaires culturels de la grande presse et des revues intelligentes » dans cette mystification collective : ne sont-ils pas les premiers leurrés par ces « leurres qu'ils contribuent à faire exister grâce à la logique de la validation mutuelle » ? Mais la responsabilité vient également des chercheurs eux-mêmes souvent en quête de « pensées profondes » et « absconses ». Si l'auteur vise dans cet article une certaine philosophie aussi ésotérique et insignifiante qu'elle est portée aux nues, nul doute que l'on pourrait appliquer son analyse à nombre d'ouvrages en sociologie.

Tout compte fait, *Savoir/Agir* donne à voir, sous ses multiples facettes, le processus de gestionnarisation des sociétés qu'au sein du RT 30 nous cherchons également à analyser.